



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Unité Départementale Rouen-Dieppe

Arrêté du 09 MARS 2026 portant modification de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 modifié dans le cadre de la gestion et du suivi de la pollution des eaux souterraines pour la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 à GRAND-COURONNE

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,**

- Vu le code de l'environnement ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 16 septembre 2009 autorisant la société SAS AMB PORT OF ROUEN à exploiter diverses installations sur le territoire de la commune de GRAND-COURONNE, et les changements d'exploitants successifs jusqu'à la SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2023 imposant à la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 des prescriptions de mise en sécurité et de mesures immédiates prises à titre conservatoire pour son site situé dans la commune de GRAND-COURONNE ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 modifié relatif aux prescriptions applicables à la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8, sise à GRAND-COURONNE, dans le cadre de la gestion et du traitement des eaux d'extinction stockées sur des sites extérieurs, de la pollution des eaux souterraines et des déchets à la suite de l'incendie survenu sur son site le 16 janvier 2023 ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 27 juin 2024 modifiant l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 relatif aux prescriptions applicables à la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8, sise à GRAND-COURONNE, dans le cadre de la gestion et du traitement des eaux d'extinction stockées sur des sites extérieurs, de la pollution des eaux souterraines et des déchets à la suite de l'incendie survenu sur son site le 16 janvier 2023 ;

- Vu l'arrêté préfectoral du 7 octobre 2024 mettant en demeure, sur le fondement de la police des déchets, BLUE SOLUTIONS d'éliminer la pollution des eaux souterraines au lithium au droit de la cellule 1, (i) soit en prenant à sa charge les frais liés au fonctionnement de la barrière hydraulique jusqu'à atteinte du seuil de 840 ug/l de lithium dans les eaux souterraines, (ii) soit en mettant en œuvre un nouveau dispositif validé par un hydrogéologue agréé visant à réduire à terme la concentration en lithium dans les eaux de la nappe alluviale au droit du site sous le seuil de 840 ug/l ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 7 octobre 2024 mettant également en demeure, sur le fondement de la police des déchets, BOLLORE LOGISTICS/CEVA de participer solidairement à l'élimination de la pollution des eaux souterraines au lithium au droit de la cellule 1, (i) soit en participant solidairement aux frais liés au fonctionnement de la barrière hydraulique jusqu'à atteinte du seuil de 840 ug/l de lithium dans les eaux souterraines, (ii) soit en participant solidairement à la mise en œuvre d'un nouveau dispositif validé par un hydrogéologue agréé visant à réduire à terme la concentration en lithium dans les eaux de la nappe alluviale au droit du site sous le seuil de 840 ug/l ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 25-049 du 25 septembre 2025 portant délégation de signature à M. Zoheir BOUAOUICHE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, sous-préfet de Rouen ;
- Vu les conclusions du rapport d'inspection du 20 mars 2024 afférent à la visite d'inspection du 21 février 2024 (n°12) ;
- Vu la note aux parties n° 13 [pièce 86] et les pièces jointes associées du 18 septembre 2025 de l'experte Madame Anne NORTURE, portant sur les résultats bruts d'investigations de la société EACM menés en juillet 2025 ;
- Vu le courrier électronique de l'inspection des installations classées du 19 septembre 2025 à destination des représentants des sociétés BLUE SOLUTIONS, CEVA LOGISTICS et SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 ;
- Vu le rapport d'analyse des eaux souterraines réalisé par la société SGS n° 14366856 (version 1) du 30 septembre 2025 pour le compte de la société COLAS, actuel opérateur de la barrière hydraulique ;
- Vu le rapport d'analyse de la société SGS transmis par la société COLAS à l'inspection des installations classées par courrier électronique du 1^{er} octobre 2025 ;
- Vu la demande émise par la société COLAS par courrier électronique du 31 octobre 2025 pour la suppression de certains paramètres du programme analytique de rejet de l'unité de traitement du site ;
- Vu la note de synthèse IDA250263 version E du 5 décembre 2025 de la société IDDEA pour le compte des sociétés BLUE SOLUTIONS / CEVA AIR & OCEAN INTERNATIONAL, portant sur des propositions de modification des modalités de fonctionnement de la barrière hydraulique ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté préfectoral complémentaire faite pour information préalable aux représentants des sociétés BLUE SOLUTIONS, CEVA AIR & OCEAN INTERNATIONAL et SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 en date du 15 décembre 2025 ;
- Vu les échanges entre les parties ayant abouti au courriel du 29 décembre 2025 à 22h19 ;
- Vu l'avis favorable formulé par le Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 20 janvier 2026 ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté préfectoral complémentaire à la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 pour contradictoire en date du 26 janvier 2026 ;

Vu l'absence de réponse formulée par la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8.

CONSIDÉRANT :

que la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 est propriétaire depuis mars 2022 d'un ensemble immobilier sis Boulevard de l'île aux Oiseaux à GRAND-COURONNE (76530), divisé en 4 cellules numérotées de 1 à 4, autorisé par arrêté préfectoral du 16 septembre 2009 susvisé, au titre du droit des installations classées pour la protection de l'environnement, transféré en dernier lieu à la SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 ;

que la cellule 1 a été louée à la société BOLLORE LOGISTICS ; la cellule 2 à Distri Cash Accessoires, la cellule 3 à Ziegler et la cellule 4 à Setcargo ;
qu'un départ de feu s'est déclaré le 16 janvier 2023 dans la cellule 1 louée par la société BOLLORE LOGISTICS, cellule dans laquelle étaient notamment stockées des batteries au lithium, appartenant à la société BLUE SOLUTIONS ;

que des mesures trimestrielles de surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit du site et dans son environnement proche ont été instaurées par arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 ;

qu'en exécution des arrêtés de mise en demeure des 7 octobre 2024, les sociétés BLUE SOLUTIONS et CEVA AIR & OCEAN INTERNATIONAL, venant aux droits de BOLLORE LOGISTICS, prennent en charge depuis juillet 2025 le coût de mise en œuvre du fonctionnement d'une barrière hydraulique ;

que l'opération de cette barrière hydraulique a été confiée à la société COLAS, avec mandat donné par les sociétés BLUE SOLUTIONS et CEVA AIR & OCEAN INTERNATIONAL à la société IDDEA de superviser pour leur compte les travaux de la société COLAS ;

que dans le cadre de l'expertise judiciaire « pollution des sols et eaux », la société EACM est intervenue sur les dernières semaines du mois de juillet 2025 aux fins de réaliser des prélèvements en nappe sur l'ensemble des piézomètres du site SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 et HAROPA, ainsi que dans certaines eaux de surface ;

que bien que la dalle béton de la cellule n° 1 ayant contenu les batteries au lithium, et fortement endommagée pendant l'incendie, ait été sommairement réparée à l'issue des travaux d'enlèvement des décombres d'incendie menés au premier semestre 2025, la pollution des eaux souterraines au lithium est encore très forte, comme le montrent les résultats de cette campagne ;

que les résultats issus de ces prélèvements mettent également en exergue une pollution avérée au lithium des mares adjacentes à l'entrepôt ;

que la configuration de la barrière hydraulique initialement validée par un hydrogéologue agréé comporte 19 puits pour un débit compris entre 3,7 et 7 m³/h ;

que la barrière hydraulique fonctionnait au 23 septembre 2025 sur 6 puits pour un débit de pompage de 600 l/h ;

que depuis le 28 octobre 2025, 18 puits sont en service sur la barrière hydraulique pour un débit de pompage évalué à 3m³/h en moyenne, soit un débit inférieur à celui validé par l'hydrogéologue agréé ;

que le rapport de la société SGS remis à l'inspection des installations classées le 1^{er} octobre 2025 par la société COLAS indique des dépassements de valeur limite d'émission au rejet final après traitement pour les paramètres cuivre (1 300 µg/l pour une VLE à 500 µg/l), nickel (1 500 µg/l pour une VLE à 500 µg/l) et zinc (6 400 µg/l pour une VLE à 2 000 µg/l) pour les prélèvements du 17 septembre 2025 ;

que cependant à cette date, la concentration en lithium dans les eaux rejetées est inférieure aux limites quantitatives (<50 µg/l) ;

que les teneurs en lithium mesurées dans certains piézomètres montrent des variations importantes à la hausse depuis l'été 2025, laissant présager des mouvements d'eaux souterraines qui ne sont pas expliqués à ce stade, et qu'en conséquence il est opportun d'assurer un suivi plus régulier que le suivi trimestriel actuellement prévu des teneurs en polluants dans les eaux souterraines, pour comprendre les phénomènes en cours et suivre l'efficacité des opérations de dépollution, et qu'un suivi mensuel apparaît adapté pour atteindre cet objectif ;

qu'au demeurant, certains points de mesure prescrits à l'article 2.3 – « Mesures de surveillance des eaux souterraines » de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 ne nécessitent pas d'être maintenus, car manifestement et durablement hors des zones polluées par l'incendie ;

que les teneurs mesurées dans les mares justifient en outre la mise en place d'un suivi dans le but de vérifier si l'ouvrage de dépollution des eaux souterraines traite aussi les eaux contenues dans les mares, ou de mettre en place un traitement spécifique ;

que dans son courrier électronique du 31 octobre 2025, la société COLAS a demandé la suppression de certains paramètres du programme analytique de rejet de l'unité de traitement du site, à savoir : Nitrates, Azote nitrique, Nitrites, Azote nitreux, Chrome VI, AOX, Fluorures, Azote Kjeldahl, Indice phénol, Cyanures totaux, Sulfures, Hydrogène sulfuré, Azote global, BTEX, COHV, Dioxine/furanes ;

que dans le rapport d'inspection du 20 mars 2024, afférent à la visite d'inspection n°12 du 21 février 2024, l'inspection des installations classées a indiqué pour ces mêmes paramètres consécutivement à une précédente demande et au regard des justifications apportées alors *« qu'il n'est plus nécessaire de poursuivre l'analyse hebdomadaire au droit des rejets de l'unité de traitement de la barrière hydraulique [de ces] paramètres »* ;

que le traitement des eaux chargées en lithium récupérées par la barrière hydraulique nécessite l'usage de réactifs (acide chlorhydrique notamment) et produit des déchets liquides en quantité importante (plusieurs tonnes par mois) ;

que compte-tenu de la durée de traitement pressentie de ce dispositif, les sociétés BLUE SOLUTIONS et CEVA AIR & OCEAN INTERNATIONAL assurant le financement du fonctionnement de cette barrière, demandent à optimiser les modalités de fonctionnement de cette barrière pour parvenir à un compromis entre l'efficacité du traitement, la quantité de réactifs utilisée et de déchets produits, et le coût de traitement ;

que compte-tenu du débit de la Seine à l'Étiage et du débit de rejet en Seine de l'installation de traitement des eaux, un taux de 80 % d'abattement de lithium par l'ouvrage de traitement aboutit à un rejet en lithium 400 fois inférieur au seuil acceptable par la Seine, en évitant la production de 64 tonnes de déchets par mois, dont le coût d'élimination serait de l'ordre de 31 000 € HT/mois ;

que la note de synthèse de la société IDDEA IDA250263 version E du 5 décembre 2025 rédigée pour le compte des sociétés BLUE SOLUTIONS et CEVA AIR & OCEAN INTERNATIONAL porte sur des propositions de modification des modalités de fonctionnement de la barrière hydraulique ;

que ces dispositions nécessitent d'être encadrées par un arrêté préfectoral complémentaire ;

que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients que l'installation est susceptible de présenter dans son évolution pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

qu'il apparaît opportun de compléter les prescriptions réglementant les activités du site, dans le cadre des dispositions des articles L. 181-14 et R. 181-45 du code de l'environnement ;

que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies.

ARRÊTE

Article 1^{er}

Les dispositions de l'article 2.3 « Mesures de surveillance des eaux souterraines » de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 susvisé sont abrogées et remplacées par :

« Mesures de surveillance des eaux souterraines et eaux de surface »

La société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 est tenue de mettre en place une surveillance des eaux souterraines de la nappe alluviale et dans la nappe dite « de la Craie » aux abords du site dans les ouvrages suivants :

- 5 piézomètres répartis sur le site (nappe alluviale) : Pz1, Pz2, Pz3, Pz4 et Pz5,
- 6 piézomètres répartis à l'Ouest (PzAv1, PzAv2, PzEa2) et à l'Est (PzAm1, PzAm2 et PzEa6) (nappe alluviale)
- 3 piézomètres répartis du Nord-Ouest au Nord-Est vers la Seine : PzC1 PzC2 et PzC3 (nappe alluviale)
- 3 mares à proximité Sud : ES2, ES6 et ES7 (eaux superficielles)



L'implantation de piézomètres complémentaires peut être demandée par la DREAL en tant que de besoin pour confirmer le bon fonctionnement de la barrière hydraulique.

Lors de chaque prélèvement d'eau, il est relevé l'état de la marée en Seine au moment du prélèvement (marée montante ou descendante, niveau au moment du prélèvement).

Les hauteurs d'eau dans les piézomètres et dans les mares sont également relevées lors de chaque prélèvement, afin de mieux comprendre le fonctionnement hydrogéologique du milieu.

La société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 s'assure que les résultats de mesures dans les eaux souterraines sont communiqués à l'inspection des installations classées dès que disponibles.

Paramètre	Code SANDRE	Fréquence minimum par un laboratoire agréé
Lithium	1364	Mensuelle
MES	1305	Trimestrielle
Conductivité	1303	
Fluorure	7073	
Sulfates	1338	
Arsenic	1369	
Fer	1393	
Nickel	1386	
Manganèse	1394	
Benzo(a)pyrène	1115	
HAP	6136	
Benzène	1114	
Toluène	1278	
PFAS / PFOS*	8847 / 6561	

* la liste des PFAS à surveiller est indiquée en annexe 1

Les dates de prélèvements sont transmises à l'inspection des installations classées avant le 15 du mois en cours pour le prélèvement du mois suivant.

Les rapports d'analyses sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard un mois après la date de prélèvement.

L'exploitant a la possibilité de soumettre à l'inspection des installations classées une demande de modifications des ouvrages, paramètres et des fréquences de suivi dûment justifiée.

Les rapports de diagnostic des sols et sous-sols et le plan de gestion visés à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2024 susvisé modifié intègrent en outre la pollution des mares autour du site et intègrent les investigations complémentaires nécessaires pour vérifier l'étendue verticale et horizontale des pollutions. ».

Article 2

La liste des paramètres à surveiller avant rejet au milieu naturel des eaux issues des installations de traitement des eaux souterraines décrite à l'article 2.2 – CONDITIONS DE REJET de l'annexe à l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 susvisé modifié et les valeurs limites de rejet sont abrogées et remplacées par les éléments suivants :

Paramètre	Concentration à respecter avant rejet (moyen 24h)
DCO	300 mg/L
DBO5eb	360 mg/L
MES	100 mg/L
Phosphore total (P)	26 mg/L
Hydrocarbures totaux	5 mg/L
HAP	0,1 mg/L
Fluor et ses composés	10 mg/L
Métaux totaux et composés (Cr+Pb+Cu+Ni+Zn+Mn)	15 mg/L

Paramètre	Concentration à respecter avant rejet (moyen 24h)
+Sn+Fe+Al)	
Plomb	0,3 mg/L
Arsenic	0,05 mg/L
Cadmium	0,1 mg/L
Mercuré	0,01 mg/L
Chrome total	0,3 mg/L
Nickel	0,5 mg/L
Zinc	2 mg/L
Cuivre	0,5 mg/L
Manganèse	1 mg/L
Somme des 20 PFAS	25 µg/L
Lithium	25 µg/L (*)
Molybdène	29 µg/L
Baryum	60 µg/L

(*) En cas de non atteinte de la concentration de 25 µg/l, le rejet en Seine est autorisé sous réserve de justifier d'un abattement supérieur à 80 % et d'une concentration en lithium dans la Seine ne dépassant pas 20 µg/L en prenant en considération le débit quinquennal d'étiage de la Seine de 197 m³/s.

Particulièrement, le lithium fait l'objet d'un prélèvement en entrée de l'équipement de traitement de l'eau, de sorte à pouvoir justifier que le taux d'abattement du lithium atteint par l'équipement respecte les valeurs limites de rejet ci-dessus.

Article 3 : Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre I du code de l'environnement.

Article 4 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Celle-ci peut être déférée à la juridiction administrative compétente (Tribunal administratif de Rouen) :

1. Par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où ladite décision leur a été notifiée ;

2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

- l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté est notifié à la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8.

Fait à Rouen, le

09 MARS 2026

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,

le secrétaire général

Zoheir BOUAOUICHE

ANNEXE 1 : liste des PFAS

Acide perfluorohexanoïque	PFHxA	307-24-4
Acide perfluoroheptanoïque	PFHpA	375-85-9
Acide perfluorooctanoïque	PFOA	335-67-1
Acide perfluorononanoïque	PFNA	375-95-1
Acide perfluorodécanoïque	PFDA	335-76-2
Acide perfluoroundécanoïque	PFUnDA ; PFUnA	2058-94-8
Acide perfluorododécanoïque	PFDoDA ; PFDoA	307-55-1
Acide perfluorotridécanoïque	PFTTrDA ; PFTTrA	72629-94-8
Acide perfluorotétradécanoïque	PFTDA (PFCA C14)	376-06-7
Acide perfluorohexane sulfonique	PFHxS	355-46-4
Acide perfluoroheptane sulfonique	PFHpS	375-92-8
Acide perfluorooctane sulfonique	PFOS	1763-23-1
Acide perfluorononane sulfonique	PFNS	2723-12-01
Acide perfluorodécane sulfonique	PFDS	335-77-3
Acide perfluoroundécane sulfonique	PFUnDS	749786-16-1
Acide perfluorododécane sulfonique	PFDoDS	79780-39-5
Acide perfluorotridécane sulfonique	PFTTrDS	791563-89-8
6:2 Fluorotélomère sulfonamide betaine	6:2 FTAB	34455-29-3
1H,1H,2H,2H-perfluorooctane sulfonate	6:2 FTS	27619-97-2
1H,1H,2H,2H-perfluorodécane sulfonate	8:2 FTS	39108-34-4
1H,1H,2H,2H-perfluorohexane sulfonate	4:2 FTS	757124-72-4
Perfluorooctane sulfonamide	PFOSA	754-91-6
N-Methyl perfluorooctane sulfonamide	MePFOSA	31506-32-8
N-Methyl-N-(2-hydroxyethyl) perfluorooctanesulfonamide	MeFOSE	24448-09-07
Acide perfluorobutanoïque	PFBA	375-22-4
Acide perfluoropentanoïque	PFPeA	2706-90-3
Acide perfluorobutanesulfonique	PFBS	375-73-5
Acide perfluoropentanesulfonique	PFPeS	2706-91-4
Acide perfluorohexadécanoïque	PFHxDA	67905-19-5
Acide perfluorooctadécanoïque	PFODA	5339061
Ammonium perfluoro (2-méthyl-3-oxahexanoate)	HFPO-DA (Gen X)	13252-13-6 (62037-80-3)
4,8-Dioxa-3H-perfluorononanoic acid	DONA ; ADONA	919005-14-4 (958445-44-8)
Perfluoro([5-methoxy-1,3-dioxolan-4-yl]oxy) acetic acid	C6O4	1190931-27-1 (1190931-41-9)
2-perfluorohexyl ethanol (6 : 2)	6 : 2 FTOH ; FHET	647-42-7
2-perfluorooctyl ethanol (8 : 2)	8 : 2 FTOH ; FOET	678-39-7

